

« On veut le retour à la normalité »

ESPAGNE Une délégation d'élus catalans indépendantistes s'est déplacée à Bruxelles

- Les députés du parti de Puigdemont se sont retrouvés à Bruxelles autour de leur leader.
- Objectif : préparer la première séance plénière du parlement catalan.

La plupart des députés du parti de Carles Puigdemont élus le 21 décembre dernier (Junts per Catalunya. Ensemble pour la Catalogne) se sont retrouvés vendredi à Bruxelles pour une première réunion de travail. Ils étaient 25 sur 34 à avoir rallié la capitale de l'Europe, où le président sortant de la Catalogne vit en exil depuis la fin du mois d'octobre. Poursuivi par la justice espagnole pour « sédition », entre autres, il risque en effet d'être arrêté s'il pose le pied en Espagne.

A l'ordre du jour de cette

réunion, la séance inaugurale du parlement catalan de mercredi prochain et la nomination d'un nouveau ministre-président. Pour le porte-parole du parti Eduard Pujol, « il est clair que Carles Puigdemont sera de nouveau intronisé à la présidence de la Generalitat ».

Mais il n'a pas précisé comment puisque Puigdemont ne sera sans doute pas présent physiquement à cette séance d'intronisation, qui devrait se tenir à la fin du mois de janvier. « Vers le 30 ou le 31 », a-t-il dit.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de cette session parlementaire pour le moins originale – et très suivie par les médias catalans et espagnols –, Eduard Pujol a assuré que Puigdemont sera le « président de tous les Catalans de manière démocratique ». Il a insisté sur le fait que les députés décideront de la formule d'investi-

ture le jour de la première séance plénière. Il n'a pas voulu faire de commentaire sur les objections avancées par les avocats du Parlement régional quant à une investiture virtuelle, se retranchant derrière le fait que les avocats n'avaient pas publié de rapport.

« Un débat stérile »

« C'est un débat stérile », a précisé Eduard Pujol en rappelant que si une majorité de députés

catalans (70 sur 135) soutenait la candidature de Puigdemont, celui-ci deviendrait automatiquement le nouveau président de la Catalogne.

« Nous espérons que le gouvernement espagnol ne décrètera pas une deuxième fois qu'il ne veut pas de Puigdemont simplement parce qu'ils ne l'apprécient pas... Ça ne peut pas marcher comme ça, a encore ajouté Eduard Pujol. Le retour à la nor-

malité, on ne demande que ça. »

« Aberration démocratique »

Suite à un accord intervenu il y a deux jours entre les deux principales formations indépendantistes (Junts Per Catalunya et ERC), Carles Puigdemont devrait pouvoir rempiler à la tête de la région. Le troisième partenaire, le petit parti anticapitaliste CUP et ses quatre députés indispensables pour former une majorité absolue, devrait également soutenir la candidature du président sortant, même s'il hésitait encore vendredi.

Autre problème en suspens, celui des députés élus, dont certains sont en détention préventive et d'autres en exil à Bruxelles pour échapper aux poursuites de la justice espagnole. Les députés catalans présents à Bruxelles parlent « d'aberration démocratique ». ■

PHILIPPE DE BOECK

INVESTITURE

Madrid saisira la Cour

Le gouvernement espagnol saisira la Cour constitutionnelle si l'ex-président indépendantiste de la Catalogne Carles Puigdemont, exilé en Belgique et risquant d'être arrêté s'il retourne en Espagne, tente d'être réinvesti à distance. Si M. Puigdemont choisissait une investiture par vidéoconférence, ou en faisant lire son discours de candidature par un suppléant, le gouvernement central dirigé par Mariano Rajoy saisirait la Cour constitutionnelle, comme il l'avait fait après la convocation par le parlement catalan d'un référendum d'autodétermination interdit, a indiqué une source gouvernementale. (afp)